

**Zeitschrift:** Bulletin de l'Association suisse des électriciens  
**Herausgeber:** Association suisse des électriciens  
**Band:** 35 (1944)  
**Heft:** 3

**Artikel:** Création tacite de droits par l'administration  
**Autor:** Lorétan, R.  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-1056936>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 17.01.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

spannungslampe für allgemeine Beleuchtungszwecke geweckt, wird aber jetzt durch die neuesten Errungenschaften der Gasentladungstechnik, der Leuchtstoffröhren ebenso wieder verdrängt. Es kann bereits angenommen werden, dass früher oder später

mit einer ziemlich starken Preissenkung der Leuchtstofflampen zu rechnen ist, und dann wird es, wie aus der Darstellung der Betriebskostenrechnung Fig. 10 ersichtlich ist, um die weitere generelle Anwendung der Kleinspannungslampe geschehen sein.

## Création tacite de droits par l'administration

Par R. Lorétan, Zurich-Lausanne

347 : 621.3

La section de droit public du Tribunal fédéral a, dans un arrêt du 25 juin 1943, admis dans le droit administratif suisse un principe dont l'importance est particulièrement considérable dans le domaine du transport de l'énergie électrique.

Les prédécesseurs de la demanderesse, une société anonyme (Steinindustrie Rotzloch A.-G.) avec siège à Rotzloch, avaient, en 1890, requis le Conseil d'Etat de Nidwald d'autoriser l'usine hydroélectrique qu'ils projetaient de construire. Ils mentionnaient dans leur requête que l'énergie produite dans cette usine serait conduite au Rotzberg pour y servir à l'exploitation d'une fabrique de ciment.

Le Conseil d'Etat accorda la concession. La décision passait sous silence la conduite qui devait relier l'usine au Rotzberg.

En 1891, le concessionnaire fit construire cette conduite, qui croise le domaine public (Aa, routes cantonales, chemins et rivières) en plusieurs endroits.

Longtemps le gouvernement de Nidwald ne souleva pas d'objection contre cet état de choses. Récemment, il fit observer à la société qu'elle n'avait pas demandé l'autorisation de traverser le domaine public, comme le prescrit l'ordonnance du Parlement de Nidwald sur l'utilisation des routes publiques. Il l'invita à procéder conformément à cette ordonnance et à verser les redevances qu'elle prévoit.

La société, qui se considérait en possession du droit de croiser les routes et cours d'eau publics, refusa de donner suite à l'injonction du Conseil d'Etat.

Le Tribunal fédéral lui a donné raison.

On avait, en 1890, projeté l'usine pour utiliser au Rotzberg l'énergie produite. Ce but avait été porté à la connaissance du gouvernement dans la requête de concession. L'autorité compétente savait donc qu'il était dépourvu de sens de concéder le droit de construire l'usine sans accorder la faculté d'utiliser le domaine public, faculté indispensable à l'établissement de la conduite menant au Rotzberg.

Dans de pareilles circonstances, une autorité qui agit de façon raisonnable et conforme au principe de la bonne foi, rend d'abord le requérant attentif au fait qu'une autorisation est également nécessaire pour les croisements inévitables de routes et cours d'eau publics. Si elle ne le fait pas et si, ce nonobstant, elle concède le droit d'exploiter l'usine, elle donne à entendre par là qu'elle confère tacitement au concessionnaire la faculté de traverser le domaine public, faculté qui lui est indispensable pour utiliser, conformément au projet, l'énergie produite.

Or, le citoyen est fondé à admettre que l'autorité agit raisonnablement et de bonne foi. La bonne foi ne régit pas seulement les relations entre particuliers. Elle s'impose également dans les rapports entre l'autorité et les citoyens.

Dans le cas particulier, les requérants étaient en droit d'admettre que le gouvernement de Nidwald avait pris une décision adéquate, que s'il les avait expressément autorisés à exploiter l'usine projetée, il leur avait aussi conféré implicitement la faculté, indispensable à cette exploitation, de mener l'énergie à destination à travers le domaine public. Ils étaient autorisés à écarter d'emblée une interprétation de la décision gouvernementale excluant cette faculté, puisqu'elle aurait conduit à la conclusion dénuée de sens que le gouvernement ne les avait pas mis en mesure d'exploiter l'usine pour la seule fin envisagée.

En résumé, on peut dire que si l'exercice normal du droit concédé par l'autorité dépend de l'octroi d'un autre droit, et si l'autorité connaissait ou pouvait facilement reconnaître cette dépendance, elle est censée avoir accordé implicitement le droit indispensable, tant qu'elle n'exclut pas cette disposition tacite.

De ce principe résulte également le contenu du droit tacitement accordé, notamment sa durée. Car, si l'exercice de la faculté expressément concédée suppose le droit tacitement accordé, la durée de celle-là et de celui-ci doivent coïncider. Le droit de la société de Rotzloch d'utiliser le domaine public durera par conséquent autant que son droit d'eau.

Il est possible que l'autorité ne voulait pas l'acte tacite. Elle n'a peut-être pas du tout pensé au droit qu'elle est censée conférer. Toutefois, son attitude, mesurée aux principes qui régissent toute activité administrative ordonnée, notamment celui de la bonne foi, crée ce droit indépendamment de sa volonté. Ces principes exigent que l'on admette un octroi tacite. Pareille interprétation ne fait pas tort à l'autorité, puisqu'elle lui prête une volonté raisonnable, la volonté qu'elle doit manifester dans l'exécution de ses tâches.

Dans l'arrêt cité, le Tribunal fédéral n'a pas seulement défini l'octroi tacite de droits, il a également examiné de façon toute générale les conditions de la confirmation tacite d'états de fait.

Le comportement du citoyen qui n'est pas au bénéfice de la permission ou de la concession que son activité suppose, peut devenir légitime; le fait peut se transformer en droit. Cela lorsque l'autorité ne met pas obstacle à cette activité, alors que, d'une part, elle la connaissait ou pouvait facilement la connaître, et que, d'autre part, elle aurait eu le temps de prendre des mesures. Raisonnablement, l'autorité qui ne supprime pas un état de fait dépourvu de base légale, le consacre et crée ainsi tacitement la base manquante. L'attitude de l'autorité équivaut à l'approbation de la faculté que le citoyen s'est arrogée, à une légitimation de celle-ci. A cet égard également, l'autorité devra prendre son parti de la volonté qu'on lui prête, volonté qu'elle n'a peut-être pas eue, mais qu'elle aurait dû avoir.

L'approbation tacite peut notamment créer des droits d'utiliser le domaine public. Si, dans le cas particulier, la société de Rotzloch n'avait pu se fonder sur l'octroi tacite de son droit d'utilisation, elle aurait pu invoquer l'approbation tacite d'un état de fait qui avait duré des décennies, au su et au vu de l'autorité.

L'arrêt du 25 juin 1943 a introduit l'acte tacite dans le droit administratif suisse. Cette institution a vigueur en droit fédéral et dans les cantons, tant qu'une règle ne l'exclut pas d'une façon générale ou pour tel domaine particulier. L'octroi tacite de facultés et l'approbation tacite d'états de fait découlent de principes fondamentaux de l'ordre juridique: bonne foi, conduite raisonnable des affaires publiques et privées, en dernière analyse sécurité des relations de droit. C'est pourquoi ces institutions ont force même si le droit écrit ne les prévoit pas.

Quand le droit prescrit une forme déterminée, l'administration ne peut naturellement pas poser tacitement l'acte visé. En revanche, en l'absence de prescriptions l'obligeant à observer certaines formes, l'autorité s'exprime librement. Cette

liberté convient particulièrement à des régimes où l'administration n'est pas confiée à des fonctionnaires de carrière. Lorsque l'activité administrative est libre de prescriptions de forme, l'autorité n'est pas obligée de manifester expressément

sa volonté. Une attitude de l'autorité, où non seulement la forme, mais aussi la déclaration de volonté sont absentes, peut néanmoins appeler une interprétation qui remplace l'octroi ou l'approbation exprès.

## Technische Mitteilungen — Communications de nature technique

### Liste von elektrischen Apparaten und Elektrizitäts-Verbrauchern 621.311.152

Das Sekretariat des SEV musste für ein Elektrizitätswerk eine *alphabetische Liste* von allen möglichen Elektrizitätsverbrauchern, die an die Netze angeschlossen werden, aufstellen. Die Liste wurde von jenem Elektrizitätswerk ergänzt. In der Annahme, dass sich unter unsern Lesern weitere Interessenten befinden, lassen wir sie folgen, mit der Bitte, dem Sekretariat des SEV allfällige Ergänzungen mitzuteilen.

Additionsmaschinen  
Akkumulatorenanlagen (orts-feste)  
Akkumulatorenfahrzeuge  
Akkumulieröfen  
Alarmsirenen  
Aufschnittschneidemaschinen  
Auftau-Transformatoren  
Aufzüge (Personen-, Waren-, Bau-, Heu-)  
Augenmagnete  
Autoklaven  
Autokühler-Wärmer  
Backöfen  
Backofenöfenerungsapparate (elektrische Pumpe)  
Bäckereimaschinen  
Bandsägen  
Bandsägenfeilmaschinen  
Bettwärmer  
Blasapparate  
Blocher  
Bodenreinigungsmaschinen  
Bohrmaschinen (Holz-, Metall-)  
Bohrmaschinen (zahnärztliche)  
Boiler  
Bratöfen  
Bratpfannen  
Bremsmagnete  
Brennöfen  
Brennscherenwärmer  
Brennstempel  
Brezeleisen  
Brieföffner (elektrische)  
Brotröster  
Brutapparate  
Buchhaltungsmaschinen  
Bügeleisen  
Büreaumaschinen  
Chirurgische Apparate  
Dampferzeuger  
Dampfkochkessel für die chemische Industrie  
Dauerwellenapparate  
Destillierapparate  
Diathermieapparate  
Discophone  
Dörrapparate  
Drahtlose Telegraphie- und Telephonie-Apparate  
Drehbänke (Holz- und Metallbearbeitung)  
Dreschmaschinen  
Durchflusserhitzer  
Durchlauferhitzer  
Eierdurchleuchtung  
Einankerumformer  
Einbrennöfen (Glas-, Porzellan-)  
Eindampfapparate  
Eisgeneratoren  
Elektrofilter (elektrische Gasreinigung und Staubabscheidung)  
Elektroflaschenzüge  
Elektrogalvanische Heilapparate  
Elektrokessel  
Elektromagnete  
Elektromedizinische Apparate  
Elektromotoren für Gleichstrom und Wechselstrom: Asynchronmotoren; Synchronmotoren; Kollektormotoren; Motoren m. Kompensator, statischem oder Synchron-Kompensator; polumschaltbare Motoren; Schlupfregler  
Elevatoren  
Emaillieröfen  
Emulgierapparate  
Fernschreiber  
Fernsehapparate  
Fernsteuerungsanlagen  
Flaschenzüge  
Flutlichtstrahler  
Föhn  
Förderbänder  
Fördermaschinen  
Fußschmel  
Fusswärmer  
Futterkockkessel  
Galvanische Bäder  
Gemüsetrockner  
Glätteisen  
Gleichrichter  
Glocken  
Glühlampen  
Glühöfen  
Grammophone  
Grastrockner  
Grillapparate  
Haarondulationsapparate  
Haarschneidemaschinen  
Haartrocknungsapparate  
Händetrockner  
Härteöfen  
Heissluft-Sterilisation  
Heisswasserspeicher  
Heizapparate  
Heizkalotte  
Heizbinden  
Heizcape  
Heizkissen  
Heizkörper (Radiatoren)  
Heizkörper für Bienenkörbe  
Heizmantel  
Heizöfen  
Heizregister  
Heizschmel  
Heizteppiche  
Heizwand  
Herde (Koch-)  
Heupressen  
Höhensonne  
Holztrocknungsanlagen  
Inhalatoren  
Induktionsöfen  
Kaffeemaschinen  
Kaffeemühlen  
Kaffeewarmhalter  
Kegelhahn  
Kerntrockneöfen für Giesereien  
Kino  
Kippkessel  
Kirchenheizungen  
Klaviere (elektrische)  
Klimaanlagen  
Klingeltransformatoren  
Kochapparate  
Kocher (für verschiedene Spezialzwecke)  
Kochherde  
Kochkessel  
Kochkisten  
Kompressoren  
Kremationsöfen  
Küchenmotoren  
Kühlanlagen  
Kühlschränke  
Kühlwasser-Wärmer  
Kullissenapparat (Wäschetrockner)  
Lackeinbrennöfen  
Lampen  
Lasthebemagnete  
Laufkatzen

Laufkrane  
Laufwinden  
Lautsprecheranlagen  
Lautwerke  
Leuchtfantäne  
Leuchtröhren  
Leuchtstofflampen  
Lichtbogenöfen  
Lichtbogenschweißapparate  
Lichtpausapparate  
Lichtreklameapparate  
Lift  
Lötapparate  
LötKolben  
Lokomotiven  
Luftbefeuchter  
Lufterhitzer  
Magnete (Elektro-)  
Massageapparate  
Medizinische Apparate  
Metallampflampen  
Metzgereimaschinen  
Milcherhitzer  
Moststerilisierapparate  
Motoren (siehe Elektromotoren)  
Mutatoren  
Nähmaschinen  
Natriumdampflampen  
Neonröhren  
Niedertemperatur-Strahlungsheizkörper (Heizwände)  
Nietwärmeapparate  
Oefen  
Oelbrenner  
Ondulationsapparate (Haar-)  
Orgeln (elektrische, ohne Pfeifen)  
Ozon-Erzeuger  
Parabolstrahler  
Personensuchanlagen  
Phonographen  
Pneu-Pumpen  
Porzellaneinbrennöfen  
Programmschaltuhren (Rund-spruch-)  
Projektionsapparate  
Quarzlampen  
Quecksilberdampflampen  
Quecksilberdampf-gleichrichter  
Radioempfangsapparate  
Rauchkammer  
Rauchverzehrer  
Rasierapparate  
Rechenmaschinen  
Registrierkassen  
Reibmaschinen (Mandel-, Käse- usw.)  
Reklamebeleuchtung  
Reklamedrehwerke für Schau-fenster  
Röntgenapparate  
Relaisautomat für Telephon  
Rundspruchapparate  
Schaltapparate  
Schaufensterbeleuchtung  
Scheinwerfer  
Schleifmaschinen  
Schmelzöfen  
Schmelztöpfe für das graphische Gewerbe  
Schreibmaschinen (elektrische)  
Schweißapparate (Umformer, Transformatoren, Gleich-richter)  
Schwellöfen  
Setzmaschinen  
Signalisierapparate  
Signalglocken  
Signallampen  
Sirenen (Alarm-)  
Skilift  
Sonnerien  
Spannplatten  
Speicherherde  
Speicheröfen  
Speisewasservorwärmer  
Spinnzentrifugen  
Sprechmaschinen  
Spültröge  
Staubsauger  
Steinpoliermaschinen (transportable)  
Sterilisationsapparate  
Steuerapparate  
Strahlungsheizkörper  
Strassenbahn  
Strassenbeleuchtung  
Strassensignale  
Süsmostapparate (Tauchsieder, Elektroden, Durch-laufapparate)  
Synchronuhren  
Tauchsieder  
Teemaschinen  
Telegraphenapparate  
Telephongleichrichter  
Telephonrundsprachapparate  
Tellerwärmer  
Toaster  
Transformatoren  
Treibhausheizungen  
Triebbeheizungen  
Trocknungsapparate  
Trockenöfen  
Trolleybus  
Uhren  
Ultrakurzwellen-Therapie  
Umformer  
Umwälzpumpe  
Vakuumdampfkochkessel  
Ventilatoren  
Verkehrsregelungseinrichtungen  
Verstärkeranlagen  
Vibratoren (Betonstampfer)  
Violettstrahler  
Vulkanisier-Apparate  
Wagenkipper  
Wannen (elektrisch beheizt für Oberflächenbehandlung von Metallen)  
Waschherde  
Waschmaschinen  
Wärmeapparate  
Wärmeplatten  
Wärmepumpen  
Wärmeschränke  
Wärmespeicheröfen  
Wärmestrahler  
Warmwasserkessel  
Wäschezentrifugen  
Wäschetrockner  
Wasserenthärter  
Wasserzersetzer  
Wecker  
Werkzeugmaschinen  
Widerstände  
Widerstandsschweiß-maschinen  
Zahnärztliche Bohrmaschinen  
Zentrifugen  
Zigarrenanzünder  
Zimmerheizöfen

### Ueber das Mischen von reinen Mineralölen und zusammengesetzten Schmierölen

(Nach ASEOL-Bulletin <sup>1)</sup>, Nr. 66) 621.892

Ueber die Möglichkeiten des Mischens von Mineral- und Schmierölen herrschen weithin noch unklare Meinungen. Dies rührt in erster Linie daher, dass die Schmiermittel-Industrie

<sup>1)</sup> Herausgegeben im Nov. 1943 durch Adolf Schmidts Erben A.-G., Bern.